

T'as loupé les derniers rapports du GIEC? On te les résume!



Infographie du Réseau Action Climat

A l'occasion du rendu de la sixième synthèse sur le climat par le GIEC, si nous ne réduisons pas les émissions de GES (gaz à effet de serre) liées aux activités humaines, tous les scénarii prédisent un réchauffement climatique global supérieur à 2°C en 2100. En 2020, ce réchauffement était de +1.1°C.

Ce réchauffement entraîne des changements irréversibles: hausse du niveau de la mer, fonte des glaciers et du permafrost (qui libérera du méthane et participera à un effet décuplé du réchauffement, le méthane étant 28 fois plus actif que le CO2 comme gaz à effet de serre), réchauffement et acidification des océans, diminution de l'absorption de CO2 par les forêts et le phytoplancton océanique (qui se meurt du fait de l'acidification qui le calcifie).

On observe déjà les effets directs et indirects du réchauffement: les événements météorologiques extrêmes sont plus fréquents et plus intenses (sécheresses, incendies, inondations, cyclones, ...). Le GIEC a identifié 127 risques majeurs, portant sur (entre autres):

- l'agriculture: la perte de productivité agricole menace la sécurité alimentaire mondiale;
- la santé: hausse de mortalité et des maladies dues à la chaleur;
- la biodiversité: disparition locale d'espèces animales et végétales par milliers.

Le réchauffement climatique est aussi une histoire d'injustices. Les responsabilités sont inégalement réparties: quelques % des ménages contribuent à 40% des émissions mondiales des GES; tout comme les conséquences: les moins responsables du réchauffement subissent le plus ses impacts. Près de la moitié (45%) de la population mondiale est exposée au risque climatique. Les pays riches, fortement émetteurs de GES, ont une responsabilité historique dans le réchauffement climatique.

Face aux conséquences du réchauffement, nous devons mieux nous adapter. Les actions trop ciblées et efficaces à court-terme peuvent s'avérer inefficaces voire contre-productives. On parle de «maladaptation». Un exemple: construire des digues contre les montées océaniques ne protègent pas des risques climatiques à long terme. D'autant que l'adaptation seule ne suffira pas. Plus nous retardons la réduction des émissions, moins nous pourrions nous adapter.

Pour atténuer le réchauffement, des solutions peuvent être mises en place rapidement. Nous avons les connaissances, les outils et les capitaux pour relever ce défi. Rendez-vous compte: les financements publics et privés pour les énergies fossiles sont plus importants que ceux pour l'action climatique! La solution: supprimer ces subventions. Des sources d'énergie plus propres permettraient de réduire les émissions mais aussi les inégalités et d'améliorer la qualité de l'air et la santé.

Nous devons abandonner les énergies fossiles et investir dans les renouvelables. Ainsi, la contribution potentielle à la réduction des émissions de GES en 2030 sera, en Gt (1 milliard de t) d'équivalent-CO₂ plus de 4 Gt pour le solaire, presque 4 Gt pour l'éolien, moins de 1 Gt pour le nuke, et peanuts pour la capture et le stockage du carbone. A court terme, en 2030 donc, le solaire et l'éolien représentent le plus fort potentiel de réduction des émissions de CO₂, et de plus à un coût peu élevé.

Nous devons transformer nos sociétés vers plus de sobriété. Evitons la voiture, l'avion, et les emballages jetables, adoptons la marche, le vélo, les petits véhicules électriques (surtout pas les gros), et consommons moins de viande. Investissons dans les énergies renouvelables, la rénovation énergétique des bâtiments, les transports en commun. Une action politique forte est indispensable pour effectuer cette transformation en accompagnant les individus. Une réduction de la demande permettrait une baisse des émissions mondiales de GES comprise entre 40 et 70% d'ici 2050.

Nous devons renforcer la coopération internationale et l'aide aux pays en voie de développement. C'est indispensable pour atteindre nos objectifs climatiques! Concrètement, les pays riches, responsables historiques des émissions de GES, doivent financer la transition écologique des pays en développement à hauteur de 100 milliards de \$ par an. Le bout du monde? Non. Mais une question de volonté politique...

Bruno Bourgeon, président d'AID <http://www.aid97400.re>

D'après le Réseau Action Climat du 20 Mars 2023 <https://reseauactionclimat.org/synthese-du-rapport-du-giec-lurgence-climatique-est-la-les-solutions-aussi/>